



Intervention de Michèle Sabban – Bonn, 2 juin 2010

Depuis Copenhague, avant Mexico

Madame la Ministre de Rhénanie du Nord Westphalie,

Monsieur le Secrétaire exécutif,

Monsieur le Président du Climate Group,

Mesdames et Messieurs les ministres et vice-présidents,

Nous voici arrivés à mi-chemin, à mi-parcours.

Depuis Copenhague, les Régions et les entreprises les plus actives dans la lutte contre le changement climatique ont fait du chemin.

Réunis à Paris le 4 mars dernier, ils ont pu réaffirmer ensemble leur engagement dans cette lutte, et préciser leur cadre d'action.

A cette occasion, ils ont pu aussi énoncer les grands axes de leur action collective :

- le renforcement de la coopération Nord-Sud ;
- le renforcement de la logique partenariale entre les acteurs publics et les acteurs privés...
- ...et enfin la consolidation des mécanismes de coopération décentralisée et de promotion des technologies propres ;

Aujourd'hui, nous sommes entrés dans un nouveau cycle de négociations entre les parties à la convention.

A quelques pas de nous, ces parties réunies sous l'égide de Madame FIGUERES tentent de prendre un nouveau départ après l'échec de Copenhague.

C'est donc une nouvelle chance pour les peuples du monde, les Etats insulaires particulièrement, mais qui charrie avec elle le risque d'une nouvelle déception à Cancun.

Et sans doute y a-t-il aujourd'hui de quoi s'inquiéter :

- Certains pays européens tirent prétexte de la récession et de l'inertie au plan mondial pour refuser des efforts unilatéraux supplémentaires ;

- Des diplomaties bilatérales se développent, au détriment du multilatéralisme dont notre monde a tant besoin ;

On se souvient que le rapport de Sir Nicholas STERN disait que « le changement climatique était le plus grand échec du marché que le monde ait jamais connu ».

Nous ne souhaitons pas qu'il soit aussi l'échec de la gouvernance de nos sociétés.

Pour nous Régions, cette rencontre de Bonn est le moment de dresser un premier bilan de notre action collective.

A l'ARE, les derniers mois ont permis de mettre en évidence le fort engagement de nos Régions membres.

L'ARE a cherché à combler une lacune importante, mais déterminante pour notre action : celle d'un recensement large des politiques menées par les Régions européennes en matière de lutte contre le changement climatique.

La bonne nouvelle, car il y en a une, est celle-ci : les autorités régionales exploitent bel et bien le potentiel énergétique local, et la plupart des Régions membres de l'ARE disposent d'ores-et-déjà d'un plan d'action local en matière d'énergie.

Les Régions sont prêtes, dans leur ensemble, à intégrer les technologies vertes, les réseaux intelligents.

77% de nos Régions membres disposent déjà d'un plan local en matière d'énergie.

92% d'entre elles placent l'énergie parmi les priorités des années à venir.

Nos Régions mènent ainsi, au travers de la bio-énergie, du stockage de neige, de recours à la biomasse, la sortie de la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles.

Actuellement, plusieurs Régions produisent de l'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables à des niveaux bien supérieurs à l'objectif européen de 20%.

En somme, les Régions et les Etats fédérés du monde entier avaient dit leur intention de prendre leurs responsabilités face à un enjeu de civilisation majeur : la transition à des modèles de société et d'économie durables.

Aujourd'hui, ils montrent qu'à ces paroles et ces déclarations, ils sont aussi capables d'ajouter les actes.

C'est pourquoi à notre engagement pour le principe de « subsidiarité », nous ajoutons désormais la défense de la « subsidiarité énergétique ».

Tel est l'enjeu aujourd'hui.

En nouant un partenariat autour des questions de l'énergie avec GE Energy, en apportant aux Régions membres de l'ARE des diagnostics sur les problèmes qui se posent à elles en matière d'énergie, en concevant avec elles les solutions pour y remédier, nous avons donc pris acte d'une mutation qui s'imposait.

Nous sommes en effet convaincus que le capitalisme nouveau qui émergera de la crise sera durable ou ne sera pas.

C'est pourquoi il nous faut repenser l'ancrage territorial des activités, œuvrer pour les innovations et le long terme, car alors on ne fait pas seulement réinventer une économie industrielle devenue polluante et insoutenable pour nos sociétés, on redonne aussi à l'économie le sens de l'homme qu'elle avait perdu en chemin.

L'ARE, au travers de ses actions, construit la méthode et le cadre devant permettre cette troisième révolution industrielle.

Et je serai tentée, pour finir, de dire que peut-être, la présence parmi nous aujourd'hui de Monsieur de BOER est aussi un symbole de ce passage de témoin, de cette transition.

Je vous remercie.

Contacts ARE

Francine Huhardeaux

Chargée de Presse & Communication

f.huhardeaux@aer.eu - Tel: +33 3 88 22 74 49

Christina Diegelmann

Commission 'Economie et Développement régional' - Senior Policy Coordinator

c.diegelmann@aer.eu - Tel: +33 3 88 22 74 38

